

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 58 – VENDREDI 29 JANVIER 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Réveillez-moi en 2012. ●

Soutien à Taoufik-Ben-Brik

<http://bibliobs.nouvelobs.com/20100125/17248/chanson-pour-taoufik-ben-brik>

## AGENDA MILITANT

→ 29 janvier

Languedoc-Roussillon À gauche, maintenant!  
Marseille Travailler tue – Ça suffit

→ 29-31 janvier

Morbihan Forum social à Séné

→ 30 janvier

Paris OMOS : « moi » singulier et collectif

→ janvier-mars

France Sur les planches

→ 6 février

Bretagne (Pontivy) Rencontre régionale  
« Ensemble... »

Rencontre nationale Urgence climatique/  
justice sociale

IdF Manifestation pour la Palestine

→ 08 février

Paris Pouvoir économique, travail invisible  
des femmes et invisibilisation symbolique

Paris Traduire la mondialisation,  
le nationalisme et la guerre

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Carte blanche à Jacques Blin

→ Echanges autour des cultures

→ NPA: Alors, ensemble?

→ Vœux dans la diversité

## Burqa pourquoi une telle surenchère ?

Quelle mouche a piqué l'espace politico-médiatique pour que quelques centaines de femmes portant la burqa deviennent l'ennemi numéro 1 de la République? Si l'on peut négocier et en appeler à la responsabilité des patrons et traders qui engrangent des revenus indécentes au lieu de fixer des règles légales, pas question de mollir devant les musulmanes qui sortent intégralement voilées dans l'espace public. A côté, le million de chômeurs en fin de droits prévu pour 2010, les menaces sur nos retraites ou la xénophobie d'Etat, incarnée avec zèle par le ministre Eric Besson qui s'est encore illustré dans l'affaire des réfugiés kurdes, font bien pâle figure... Ces enjeux majeurs pour le « pacte républicain », pour que vivent les valeurs fondamentales de liberté et d'égalité, ne polarisent pas tant de révolte et de combativité politique que le sort des femmes cachées derrière un voile intégral. C'est sur ce sujet que les républicains – « les vrais » – ont donc décidé d'affirmer leurs valeurs et leur puissance.

A l'origine, c'est un député PCF, André Gérin, qui a demandé la création d'une enquête parlementaire, en juin 2009. A l'époque, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) s'était risquée à chiffrer le phénomène : 367 femmes porteraient la burqa en France! Depuis, le ministère de l'intérieur en comptabilise 1 900. En tout cas, l'ordre de grandeur est donné : le fait est marginal. Mais cela n'a pas empêché la surenchère. L'idée même d'une résolution, proposée par la mission parlementaire, a vite été éclipsée par la revendication d'une loi d'interdiction. Jean-François Copé la réclame depuis le début. De nombreux parlementaires lui ont emboîté le pas, y compris à gauche, d'Aurélié Filipetti à Jean-Luc Mélenchon.

Le consensus pour condamner la burqa comme un élément d'oppression pour les femmes est total. La question est donc celle de l'opportunité d'un tel débat national et des moyens les plus efficaces pour que recule l'intégrisme religieux et avance l'émancipation des femmes. En l'occurrence, couplée au débat nauséabond sur l'identité nationale, la polémique sur la burqa – qui n'est pas exempte de relents islamophobes – risque de radicaliser les positions dans la communauté musulmane au sein de laquelle, rappelons-le, la défense de la burqa est aujourd'hui archi-minoritaire. Autrement dit, gare à l'effet pervers : une loi peut accroître les fractures identitaires. En outre, la logique de la prohibition ne produit pas toujours les effets promis. Songeons à la loi contre le racolage passif, voulue par Sarkozy pour cacher cette prostitution que l'on ne saurait voir... Moralité : la prostitution ne recule nullement mais nous la voyons moins et les prostituées sont davantage fragilisées. Bref! « *Qu'est-ce qu'on vient nous faire chier avec ce truc?* », résumait Jamel Debbouze. Là est la question.

● CLÉMENTINE AUTAIN

# l'avenir des retraites

**Nicolas Sarkozy veut boucler avant l'été le dossier des retraites. La gauche et les syndicats se donnent-ils les moyens de gagner ce combat ? Le débat reste ouvert. Réflexions.**

**M**artine Aubry a-t-elle gaffé ? Les problèmes que pose la déclaration désastreuse de Martine Aubry sur la retraite à 61 ou 62 ans sont nombreux. Sur le PS lui-même, d'abord. On mesure le chemin qu'il lui reste à parcourir pour s'extirper de la seule gestion « au mieux » d'une situation économique donnée. L'ardeur transformatrice n'est toujours pas revenue au PS.

Le plus déconcertant dans la déclaration de l'ancienne ministre du Travail est l'acceptation des termes posés par Sarkozy : travailler plus longtemps pour préserver le montant des pensions. C'est une plaisanterie, quand on sait que moins de 40 % des salariés sont en activité au-delà de 55 ans. La plupart sont en pré-retraite ou au chômage. Le montant de leur retraite en sera lourdement affecté. En fait, allonger le nombre d'années de cotisation ne provoque, ni plus ni moins, qu'une baisse des pensions. Et c'est un point crucial. Il faut donc dénoncer cette tartufferie qui oppose durée et montant. En temps de fort chômage, augmenter la durée, c'est conduire à une baisse des retraites : pour la personne elle-même ; pour les jeunes qui retardent d'autant leur entrée dans le travail.

Les montants des retraites sont très menacés. Une bataille va s'engager. Le pouvoir veut aller vite pour démonter cela

aussi. Mais chacun sait que pour conserver, il faut changer. Ce qui ne bouge pas s'ankylose... et meurt. Il faut oser penser le changement. Parce qu'ils pressentent un rapport de force défavorable, les syndicats et la gauche rechignent à s'aventurer sur les chemins de la transformation des acquis sociaux. Ils n'ont au demeurant aucun espace commun pour débattre ensemble de propositions d'ampleur. La dominante va donc être celle de la défense. On le comprend. Le problème est que cette extrême prudence n'a pas démontré sa capacité à préserver ni à gagner les combats engagés. La sortie de Martine Aubry sonne comme une capitulation avant la bataille. Mais en faire le constat, le dénoncer même, ne prémunit pas de nouveaux échecs.

## **Il faut donc penser cette question des retraites.**

Il faudrait, pour bien faire, la situer dans une problématique plus large que celle du déficit du régime des retraites. Si nous n'élargissons pas le cadre des questions et donc le nombre de paramètres, nous serons réduits à tourner en rond, à chercher les 10,7 milliards manquant avec des leviers réduits. Dans un cadre inchangé, il n'y aura pas d'élargissement significatif des revenus appelés à financer les retraites. Défendre les retraites suppose de s'opposer à la gloutonnerie de la financiarisation.

Une paille ! La retraite n'est pas soluble dans le monde comme il va. Il faut donc faire naître un autre monde avec de nouvelles logiques.

## **Intégrer les nouveaux cycles de la vie.**

Il ne s'agit pas là de s'en tenir au seul constat de l'allongement de la durée de vie qui justifierait l'allongement des cotisations. Mais d'intégrer une nouvelle façon de se représenter sa propre vie. Le temps de la formation ne devrait plus être réduit aux seules premières années. Celui du travail n'est déjà plus un continuum... et ce n'est pas toujours à regret quand bien même cette situation est subie. L'aspiration à davantage de diversité des temps, de mixité des activités est bien réelle. Il conviendrait, *a minima*, d'intégrer, dans le calcul des années de cotisation et du montant, les années d'étude, de chômage et de formation continue.

## **Dire que la question de la qualité du travail détermine le rapport à la retraite.**

Il est souvent question de prendre en compte la pénibilité du travail pour anticiper les départs à la retraite. Mais cette pénibilité ne saurait être celle des seuls travailleurs manuels. La nouvelle conscience de la souffrance au travail conduit à revoir sensiblement ce point. Si le travail est une souffrance, il ●●●

●●● n'y a aucune raison de vouloir le prolonger. Si le travail pénible doit être intégré dans le calcul de la retraite, on va être nombreux à bénéficier de ce mode de calcul ! La transformation du travail est une condition *sine qua non* d'un maintien en activité. Renoncer à faire du travail salarié un moyen de l'épanouissement et reporter la réalisation de soi à la seule sphère hors-travail serait une capitulation devant une grave aliénation.

### Parler de la précarité.

Le désir de retraite, c'est aussi celui de se soustraire aux risques du chômage. Là encore, il ne peut y avoir de prolongement du travail qu'à condition qu'il ne soit pas source d'angoisse devant un licenciement.

### Valoriser la fonction régulatrice de la retraite.

25 % des revenus sont issus des retraites. Les études montrent que les retraités sont aux premières loges pour aider les plus jeunes, leurs enfants et leurs pe-

tits-enfants, à passer le cap d'une vie plus incertaine. Le

maintien de retraites dignes de ce nom constitue – avec la sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires – un sérieux frein à la précarité générale et un élément de cohésion sociale.

### Imaginer un système de retraite qui n'aggrave pas les inégalités déjà constituées dans l'univers du travail.

Cela concerne les femmes qui ont une activité moins continue, avec des périodes d'interruption, de temps partiel et surtout avec une carrière moins favorable que celle des hommes. Cela concerne aussi les ouvriers qui ont, par leur travail et leur condition de vie, une existence de sept ans plus courte que celle des cadres. Cela concerne ceux qui n'ont pas eu toute leur activité professionnelle en France. Cela concerne enfin ceux qui

## La retraite n'est pas soluble dans le monde comme il va. Il faut donc faire naître un autre monde avec de nouvelles logiques.

souhaitent retourner dans leur pays d'origine au moment de la retraite.

### Penser le temps de la vieillesse et son besoin de sécurité.

Cela passe en premier lieu par le retour à une Sécurité sociale qui rembourse les frais médicaux à 100 %. Cela passe certainement par un nouveau pilier de la Sécurité sociale, celui de la dépendance qui prend en charge les personnes quand la vie totalement autonome devient difficile. Cela pose encore la question du logement, la part des loyers pour tous ceux qui n'ont pu ou n'ont pas voulu devenir propriétaires. L'avenir des retraites fait partie de ces questions totalement transversales. Elles ne sauraient se réduire à un seul débat sur leur financement. Ou l'échec est assuré. Une fois encore.

● LOUISE MARTIN

## LE BIEN-VIEILLIR

Extrait d'un article de Lucien Sève paru ce mois-ci dans le *Monde diplomatique* « Reconsidérer le bien-vieillir »

(...) A étudier de façon un peu étendue la biographie de celles et ceux qui étonnent par leur longévité créatrice, que trouve-t-on à tout coup ? Une formation initiale de haut niveau, un renouvellement jamais longuement interrompu des motivations, capacités et activités – point capital –, une progressive conquête d'autonomie par rapport au monde comme à soi-même. Si, alors, le grand âge échappe aux graves affections corporelles, il est promis au dynamisme de l'esprit. Bien vieillir en tant que personne, c'est la logique de toute une vie qui l'autorise.

(...)

Dès lors que l'espérance moyenne de vie en bon état atteint et dépasse les 80 ans, la cinquantaine est plus que jamais l'âge-clé où se prépare le passage de la vie professionnelle à cette « troisième vie » active que doit être la « retraite ». A condition que puissent s'y déployer d'autres activités lestées de nouvelles compétences humainement riches. Or, c'est un âge que maltraite insupportablement sous nos yeux la gestion des ressources humaines par le profit privé. Beaucoup ont découvert ces derniers temps, avec la série de suicides à France Telecom, quelle « mise à mort du travail » perpète son « management par la terreur ». Mais la mise en examen de la dictature qu'exerce la rentabilité à deux chiffres doit élargir encore son champ de vision : l'ensemble des logiques de vie, de l'accès initial à l'emploi jusqu'à la retraite inclusivement, est malmené.

Dans la France de demain, on comptera plus de vingt mil-

lions de retraités : en quel état vont-ils être si, en masse, ils ont d'abord attendu des années un premier emploi valable, puis connu une vie de travail plus ou moins lourdement aliénée, avant une sombre cinquantaine débouchant sur une retraite rognée sur tous les plans, tandis que va les pressurer l'exploitation du marché des seniors ? La dégradation accélérée des vies serait-elle moins grave que la fonte des glaces polaires, et ne nous menace-t-elle pas de cataclysmes aussi ravageurs ? Or la longévité créatrice de gens connus ne relève pas de l'exception biologique. Elle montre plutôt ce qui peut devenir la règle, à condition, comme l'écrivaient Karl Marx et Friedrich Engels, de « former les circonstances humainement » pour tous.

Cela implique d'émanciper pour de bon toute la succession des âges sociaux : offrir à chacun des formations initiales de haut niveau ; en finir avec le chômage des jeunes ; désaliéner en profondeur le travail ; organiser une sécurité continue de l'emploi et/ou de la formation ; du même coup, passer d'un temps libre petitement compensatoire à une vie hors travail richement formatrice ; favoriser au maximum la préparation des quinquagénaires à leur vie post-professionnelle – ouvrir ainsi en grand la perspective de plusieurs dizaines d'années actives d'autre façon, soustraites aux logiques exploiteuses dans un système consolidé de retraites par répartition, revalorisées sur la base d'une plus juste redistribution des richesses et indexées sur les salaires. Voilà qui ferait de la France de 2040 le contraire d'un pays vieilli. ●



## APPEL POUR QUE REGARDS CONTINUE DE VIVRE!

A l'initiative d'Eric Fassin, sociologue, et de Michel Husson, économiste, chroniqueurs de Regards

Porté à force de volonté politique, de désir militant, de curiosité citoyenne et de savoir-faire, *Regards* occupe une place particulière dans la presse et dans la gauche critique. C'est un laboratoire d'idées, un espace de confrontation de différentes cultures et traditions, qui s'intéresse à la marche du monde dans toutes ses dimensions, politiques, économiques, sociales et culturelles.

Aujourd'hui, ce mensuel auquel nous sommes attachés va mal. Concrètement, si *Regards* ne trouve pas 200 000 € d'ici le 15 février, la SCOP éditrice du journal devra déposer le bilan. Une issue que nous refusons d'envisager à ce jour. En un mois, *Regards* doit rassembler les fonds qui lui permettront de survivre puis de travailler aux conditions de la pérennisation du titre. Nous lançons cet appel à contribution pour que cette période difficile s'achève par une relance du journal. **Il y a urgence.**

### PREMIERS SIGNATAIRES :

**Christophe Aguiton** (chercheur et militant syndical) -  
**Nicolas Bayart** (éditions le passager clandestin) -  
**Julien Bayou** et **Manuel Domergue** (Jeudi Noir) -  
**Eric Beynel** (Union syndicale Solidaires) -  
**Paul Bouffartigues** (sociologue) -  
**Laurent Cantet** (réalisateur) -  
**Thomas Coutrot** (coprésident d'Attac) -  
**Michel Dreyfus** (historien) -  
**Didier Eribon** (philosophe) -  
**Isabelle Garo** (philosophe) -  
**Laurent Hazgui** (photojournaliste) -  
**Samuel Johsua** (revue *Contretemps*) -  
**Jean-Christophe Le Duigou** (CGT) -  
**Jeannette Habel**, universitaire -  
**Daniel Le Scornet** (vice-président de l'Appel des appels) -  
**Frédéric Lebaron** (revue *Savoir/Agir*) -  
**Olivier Le Cour Grandmaison**, universitaire -  
**François Longéras** (Directeur général de l'EMI-CFD) -  
**Philippe Mangeot** (revue *Vacarme*) -  
**Gustave Massiah** (président du CRID) -  
**Serge Portelli** (magistrat) -  
**Jack Ralite** (sénateur de la Seine-Saint-Denis) -  
**Jacques Rancière** (philosophe) -  
**Denis Sieffert** (directeur de *Politis*) -  
**Robert Terzian** (*La Marseillaise*) -  
**Aurélie Trouvé** (coprésidente d'Attac) -  
**Pierre Zarka** (président de l'OMOS)...



## L'AVENIR DE VOTRE JOURNAL EST ENTRE VOS MAINS

je fais don de \_\_\_\_\_ € au profit exclusif de **REGARDS**  
 et je libelle mon chèque à l'ordre de: **Presse et pluralisme/REGARDS**

### Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2010, acquitté en 2011)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Adresse mail \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Coupon à compléter et à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à :  
**Presse et pluralisme, TSA 32649 91764 Palaiseau CEDEX**

Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.	Lorsque vous faites un don de	vous déduisez de votre impôt	il vous en coûtera seulement
	25€	16,50€	8,50€
	100€	66€	34€
	500€	330€	170€